

pas contre les contrats collectifs qui substituent à l'initiative individuelle, l'initiative des masses, mais nous n'acceptons pas qu'ils soient autre chose qu'une consécration d'un simple rapport de force. Le gouvernement Blum s'efforcera certainement de les développer mais dans le sens belge. Et, à ce sujet, il faut mettre en garde les ouvriers. N'oublions pas que la C. G. T. collaborera aux organes « techniques » du gouvernement et mettra tout en œuvre pour incorporer les syndicats à l'Etat.

Pour ce qui est des concessions consenties par la bourgeoisie aux métallurgistes de la Seine, il faut évidemment les relier à la reprise intensive du travail dans ces établissements. Mais du fait qu'elles furent nécessaires pour liquider pacifiquement le mouvement, il n'est pas exclu qu'elles précipitent une dévaluation monétaire dont M. Gaston Jèze a prêché l'opportunité ces jours-ci avec les mêmes arguments (réduction des frais de production, etc...) que l'économiste bourgeois, M. Baudhuin, le fit en Belgique quelque temps avant la dévaluation. En tout cas, il s'avère ici clairement avec quelle force le Front Populaire éteint aujourd'hui le prolétariat français. Dans ses organisations de classe règne l'Union Sacrée et quand il déclenche enfin des luttes sur les lieux de son travail, immédiatement, toutes les forces de la corruption et de la démagogie interviennent pour l'aveugler et lui faire quitter ce chemin dangereux.

Non ! le Front Populaire n'est pas une réaction des ouvriers, c'est une prison démocratique pour tous leurs mouvements; c'est une nouvelle victoire du capitalisme faussant et dénaturant toutes les libertés et institutions prolétariennes conquises rudement et chèrement par les travailleurs au prix de sanglantes luttes contre la bourgeoisie et ses institutions démocratiques. Les récentes grèves de la région parisienne devront donc être préservées par les communistes internationalistes français des griffes capitalistes du Front Populaire, car elles en sont la négation de classe, l'émancipation des ouvriers mêmes sentant l'impossibilité de faire triompher la moindre revendication de classe au sein du Front de la réconciliation des Français.

## Après les élections en Belgique

Pour les centristes belges, le fait historique né des dernières consultations électorales consiste dans l'entrevue de Léopold III, Roi des Belges, et de Jacquemotte, 1er chef du P. C. Ces deux augustes personnages ont échangé de profondes réflexions qu'il n'appartient pas au commun mortel de connaître, sur les destinées du pays que tous deux aiment et vénèrent à leur façon. Mais cela est le côté farce de la situation politique en Belgique et il importe beaucoup d'examiner la réalité.

Les élections du 24 mai étaient un véritable plébiscite national où aucune voix profondément discordante ne pouvait se faire entendre. Des centristes aux socialistes jusqu'à l'extrême droite existe, tous affichaient un programme spécifiquement capitaliste et se disputaient en somme l'honneur de mieux représenter les intérêts de la classe dominante.

Deux faits dominaient la situation. D'une part, le gouvernement Van Zeeland, avec ses cinq ministres socialistes, déposait le bilan d'une année de pleins pouvoirs et, d'autre part, la bombe de Hitler avait fait du problème de la défense nationale et des crédits militaires un élément sacré au-dessus des luttes de partis, dont la contestation, selon l'expression de l'ex-gauchiste Spaak, équivalait à s'exclure de la communauté nationale.

Il ne semble pas que les ouvriers aient été fort friands de la Rénovation Nationale de Van Zeeland, comme ils semblent fort peu avoir apprécié la résorption du chômage du ministre De Man, le père du plan du travail. Si d'ailleurs l'on se donne